

«Le British Museum doit restituer la frise du Parthénon à la Grèce»

> **Europe** Le comité suisse pour le retour de l'œuvre organise une table ronde à Bruxelles. Le professeur Dusan Sidjanski explique la démarche

En 1801-1802, Lord Elgin, ambassadeur du Royaume-Uni à Constantinople, la capitale de l'empire ottoman, avait dérobé un ensemble de sculptures, comprenant l'essentiel de la frise du Parthénon. Cette œuvre monumentale, qui raconte la vie de la Grèce ancienne, constitue aujourd'hui la pièce maîtresse du British Museum, à Londres. Depuis vingt ans, les gouvernements successifs à Athènes en réclament le rapatriement. Seize comités nationaux soutiennent la démarche. Très actif, le comité suisse organise une table ronde ce mardi à Bruxelles, pour mobiliser l'Europe. Son président, le professeur Dusan Sidjanski, de l'Université de Genève, explique sa démarche.

Le Temps: Pourquoi cette table ronde à Bruxelles?

Dusan Sidjanski: En 1999, le



Parlement européen avait voté une résolution pour le retour des marbres. Mais il ne s'est rien passé depuis. Notre

objectif est de rappeler qu'il s'agit du monument le plus important pour la civilisation occidentale, et surtout pour la culture européenne. En revenant à Bruxelles, nous voulons conscientiser les Européens sur leur histoire. Il faut que les parlementaires se mobilisent pour

qu'enfin les marbres retournent à Athènes. Il ne s'agit pas d'une affaire grecque, mais européenne.

- Le message sera-t-il entendu à Londres?

- Nous avons invité plusieurs Britanniques, dont un conseiller d'un important musée et des journalistes. Nous comptons sur eux pour mobiliser le public britannique. Le retour des marbres serait un magnifique cadeau à la Grèce, au moment où elle est plongée dans une grande dépression.

- Pourquoi vos démarches sont-elles restées vaines à ce jour?

- Le British Museum et le gouver-

nement britannique se renvoient la balle et, par ce jeu-là, ils n'entrent même pas en matière.

Le nouveau ministre grec de la Culture a saisi l'Unesco, qui est le gardien du patrimoine de l'humanité, qui, à son tour, a sollicité le gouvernement britannique et le directeur du British Museum. Contrairement aux Européens, qui recherchent une solution à l'amiable, certains membres de notre mouvement, notamment australiens et américains, veulent recourir à la justice.

- Pourquoi êtes-vous contre?

- Le gouvernement grec, qui est aussi partisan d'une solution à l'amiable, craint, en cas de verdict négatif, que les Britanniques ne

veillent plus jamais venir à la table des négociations. Pour nous, ce serait perdu pour toujours. Par ailleurs, aller devant la justice nécessite des fonds énormes, ce que la Grèce n'a pas.

- La Grèce a-t-elle les moyens d'accueillir les marbres de Parthénon?

- L'argument selon lequel les Grecs n'ont ni les moyens ni les compétences pour gérer un tel monument a été utilisé durant des années. Il n'est plus valable depuis 2009 et la construction du Musée de l'Acropole par l'architecte suisse Bernard Tschumi.

- Votre démarche apporte de l'eau au moulin d'un mouvement global qui réclame la restitution d'objets

pillés qui se trouvent dans les musées occidentaux.

- Nous ne voulons pas globaliser notre initiative. Nous voulons régler un problème européen entre Européens. Pour notre part, nous réclamons uniquement le retour des marbres du Parthénon et rien d'autre.

- Pourquoi ne sollicitez-vous pas le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qui est l'un de vos proches?

- L'UE n'a pas de compétence dans ce domaine. Le président ne se lancera pas parce qu'il sait qu'il n'a aucun pouvoir, même pas pour promouvoir l'idée.

Propos recueillis par Ram Etwareea BRUXELLES